Notes Festival Justice fiscale mercredi 13 mai 2020 (**In) justice fiscale : Le Sud dans l'œil du cyclone**

(Intro du site)

La collectivité ne peut pas créer, organiser et développer correctement des services publics de qualité accessibles à toute la population si elle n'a pas les moyens financiers de le faire. Mais où aller chercher cet argent ?

Nous avons invité des personnalités du Sud pour qu'elles témoignent de leur réalité en cette période de confinement. Elles nous expliqueront ce que les autorités de différents pays ont mis en place afin de répondre à la situation et comment s'organise la solidarité citoyenne.

L'injustice fiscale actuelle prive les pays du Sud de recettes légitimes. Réorganiser la fiscalité autrement pour contribuer à réduire les inégalités sociales et économiques au niveau mondial est possible.

Comme le montrent les affiliations de nombreux intervenants, un problème central est celui de la **dette**, qui, par le poids qu'elle fait peser sur les finances publiques, paralyse toute politique sociale.

Interviennent Antonio Gambini (CNCD), Cédric Leterme (CETRI) ; Adoubakar Koto Yerima (Association pour la protection sociale, Benin), Maria Gittel (Sumpay Mindanao, Philippines) ; Maria Lucia Fattorelli (Auditoria Cidadã da Dívida, Brésil), Cynthia Umurungi (Tax Justice Network Africa, Kenya), Grazielle Custombo David (réseau justice fiscale Amérique latine et Caraïbes) ; Marie Antonelle Joubert (Alliance mondiale pour la Justice fiscale).

Quelques notes dans les réponses aux questions :

Maria Lucia Fattorelli : La politique de Lula n'a pas été parfaite, mais il a créé la « Bolsa familia » et une indemnité de 600 reals pour les plus pauvres ; ceux qui reçoivent la Bolsa ne touchent que la différence. Le drame social aujourd'hui est IMMENSE. Nous avons des milliers de personnes qui n'ont pas accès aux soins de santé. Le Ministre de l'économie a annoncé des PRIVATISATIONS de forêts, réserves, monuments du patrimoine.

D'après Thomas Piketty, les inégalités se creusent par la structure de la propriété et la manière de s'approprier le patrimoine. Est-il vrai que la dette totale est de 300.000 milliards alors que les actifs africains sont dans des paradis fiscaux ? Les pays africains font face à une dette monstrueuse, et effectivement les personnes fortunées vont cacher leurs avoirs.

Marie-Antonelle Joubert : Comment les citoyens peuvent-ils se mobiliser ? On veut montrer qu'il est possible de résoudre la crise ensemble. Il est réjouissant de voir que d'autres ONG sont déjà parties prenantes. Une grande majorité d'ONG ont la même analyse de la Justice fiscale. Ce n'est PAS le Nord qui parle pour le Sud. Réduire la pression fiscale sur les femmes devrait être une démarche importante. Les peuples ont le droit d'élire leur gouvernement et de veiller à empêcher la corruption.

Il faut financer les droits des femmes par la justice fiscale et faire entendre la voix des pays du Sud. Si vous n'êtes pas autour de la table de négociations, vous êtes au menu !

Il n'y a pas de crise COVID, il y a une épidémie qui révèle un dysfonctionnement du système. Allons chercher l'argent là où il est.